

Vieillir dans les Outre-mer : des situations et enjeux pluriels

Mélanie LÉPORI

Maîtresse de conférences contractuelle, SAGE UMR 7363,
Université de Strasbourg

Armelle KLEIN

Post-doctorante en sociologie et démographie, Inserm/IRD,
Université Paris Cité, Centre Population et Développement (Ceped)

Introduction

Souvent géographiquement très éloignés de l'hexagone et entre eux, disposant de statuts différents, étudier les Outre-mer invite à une approche plurielle. À l'échelle administrative française, on distingue ainsi les DROM (départements et régions d'Outre-mer) et les COM (collectivités d'Outre-mer) tandis qu'à l'échelle européenne deux autres statuts leur sont dévolus : celui de Régions Ultrapériphériques (RUP)¹ ou de Pays et Territoires d'Outre-Mer (PTOM)² (Glowczewski, 2019). Les recherches en sciences politiques ainsi que les approches postcoloniales portant sur les Outre-mer nous invitent à questionner cette catégorie et ont mis au jour le processus d'homogénéisation à l'œuvre du fait de l'altérité commune à l'hexagone (Lemerancier *et al.*, 2014). Elles ont également étudié la co-construction complexe de cette catégorie à l'échelle nationale et locale (Célestine & Roger, 2014). Sans s'inscrire précisément dans le sillon de ces recherches, ce numéro insiste sur la diversité des situations observables et tente de participer au renforcement des connaissances sur des territoires souvent omis dans la littérature scientifique, quelle que soit la thématique abordée. Ce manque de visibilité globale des Outre-mer dans la production scientifique s'explique par diverses considérations : structuration des universités locales et notamment des sciences sociales, accessibilité financière et géographique des terrains de recherche et des études supérieures au sein de ces territoires, visibilités des recherches, etc.

¹ La Réunion, Mayotte, la Guadeloupe, la Martinique, Saint-Martin et la Guyane.

² La Nouvelle-Calédonie, la Polynésie française, Wallis-et-Futuna, Saint-Barthélemy, Saint-Pierre-et-Miquelon, les Terres Australes et Antarctiques françaises.

Le vieillissement démographique fait partie de cette invisibilisation, en particulier aussi du fait des représentations entourant des territoires, longtemps pensés comme « jeunes » malgré des mutations sociodémographiques particulièrement rapides au cours des dernières décennies (Marie, 2014).

Des évolutions socio-démographiques rapides contribuant aux expériences des vieillissements dans les Outre-mer

L'augmentation de l'importance des personnes âgées dans les populations ultramarines en cours et à venir ne peut, en effet, être niée. Selon l'Insee, La Réunion, la Guyane, la Guadeloupe et la Martinique sont ainsi les quatre départements français qui ont connu la hausse de la part des 65 ans ou plus la plus importante entre 2010 et 2020 (supérieures à 50 %) alors que pour le premier département métropolitain (Vosges), elle n'était que d'un peu plus de 36 %. À l'inverse, la part des moins de 20 ans tend à décroître (de -6,1 % en Guyane à près de -20 % en Martinique). Dès lors, l'indice de vieillissement croît plus fortement dans les DROM (hors Mayotte) que dans l'hexagone (de 32 personnes de 65 ans ou plus pour 100 personnes de moins de 20 ans en 2010 à 53 en 2020) (Couleaud *et al.*, 2021). Cette tendance, disparate en fonction des territoires, conduit alors à ce qu'« en 2022, la Martinique devient la région la plus âgée de France » (Taupe, 2023). Cette tendance n'est d'ailleurs pas nouvelle. Entre 1990 et 2015, les indices de vieillissement martiniquais et guadeloupéen avaient déjà fortement augmenté (Breton & Temporal, 2019). En effet, on observe dans ces territoires une importante émigration des jeunes liée à la poursuite d'études et/ou à la recherche d'un emploi (Couleaud *et al.*, 2021) ainsi qu'un nombre moyen d'enfants par femme limité en Martinique par exemple (1,66 en 2023)³. Si La Réunion est toujours le troisième département le plus jeune de France, derrière la Guyane et Mayotte, le solde naturel (différence des naissances et des décès) tend à s'y réduire. En 2022, avec un solde de 6 800 habitants supplémentaires, l'île connaissait en réalité son « niveau le plus faible depuis 1950 » (Leperlier, 2023).

Les DROM ne sont, par ailleurs, pas les seuls territoires concernés. En Polynésie française, le vieillissement démographique connaît également une accélération comme en atteste la hausse de l'âge médian passé de 21 ans en 1988 à 34 ans en 2022. À cette date, la part des 65 ans ou plus y reste toutefois limitée à 10 % de la population totale. Cependant, les départs de jeunes y sont élevés. Entre 2017 et 2022, ce sont ainsi 20 % des 18-25 ans qui ont quitté le territoire notamment dans le but de réaliser leurs études en France hexagonale (Bodet *et al.*, 2024). On peut enfin citer l'exemple de la Nouvelle-Calédonie qui connaît un phénomène similaire depuis trois décennies, sous l'impulsion d'un recul de la fécondité mais aussi de l'émigration des jeunes en poursuite d'études et en recherche d'emploi. Ainsi, la part des 60 ans ou plus y atteint en 2019, 14,5 % et l'âge moyen y a augmenté de plus de 1,5 ans entre 2014 et 2019 (Rivoilan, 2020).

³ Données disponibles ici : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2012734>.

Les analyses réalisées à partir du premier volet de l'enquête MFV (Migration, Famille, vieillissement) portée conjointement par l'Insee et l'Ined, convenaient d'une transformation des manières de « faire famille » dans ces territoires, caractérisée notamment par l'affaiblissement des solidarités traditionnelles, en lien avec les évolutions structurelles précitées. Le mouvement global de décohobitation intergénérationnelle, mais au-delà de cela, l'éclatement géographique des familles et l'augmentation des situations de « famille à distance » participent en effet de la diminution des solidarités de proximité. Plusieurs travaux sociologiques menés ces dernières années ont abordé la question des solidarités intergénérationnelles sous l'angle de l'accompagnement du vieillissement et particulièrement de la perte d'autonomie (Ferné, 2022 ; Klein, 2018). Il en ressort une forme de paradoxe entre, d'une part, une essentialisation des solidarités familiales considérées comme un substrat culturel ultramarin et, d'autre part, un sentiment fortement partagé par les personnes âgées d'une diminution des liens et des formes de soutien à leur encontre. Cela interroge nécessairement l'évolution des sources et la nature des soutiens face à ces changements démographiques.

La diversité des vieillissements dans les Outre-mer et leurs enjeux

Ces évolutions socio-démographiques deviennent alors sources de défis pour l'ensemble des acteurs locaux, pouvoirs publics comme pour les personnes concernées elles-mêmes. L'évolution du vieillissement démographique, les conditions de fécondité et l'intensité des émigrations des jeunes générations, les conditions de vie des personnes âgées et de leurs aidants étant différents en fonction des territoires ultramarins, un constat général ne peut être opéré et ces territoires doivent être appréhendés dans leurs spécificités, en différenciant les enjeux qu'ils impliquent. Il était donc nécessaire que ce numéro de *Gérontologie et société* permette de prendre en compte la pluralité de ces dimensions.

En prenant en compte les libres propos, ce numéro est constitué de huit contributions permettant justement de rendre compte de celle-ci. En s'intéressant à différents territoires d'Outre-mer (Polynésie française, Antilles, Océan Indien), elles permettent de mettre en évidence plusieurs défis, qu'ils soient en lien direct avec le phénomène du vieillissement démographique à l'œuvre ou qu'ils s'y articulent. Ces contributions s'intéressent à des dispositifs prenant en compte les spécificités médicales des populations âgées ultramarines, mais aussi, aux conditions de vie ainsi qu'à leurs conséquences lors des périodes de difficultés physiques ou cognitives. Elles abordent également les spécificités et enjeux de la prise en charge des personnes âgées par les proches, *via* le développement de solutions alternatives ou encore la construction de réponses institutionnelles. Enfin, de manière plus transversale, elles permettent d'appréhender les interactions entre vieillissement démographique et enjeux plus généraux, qu'ils soient écologiques ou socioéconomiques.

Dans ces territoires, les questions de santé se posent à la fois en termes d'importance de pathologies particulières (AVC, diabète, etc.) que d'accès aux soins et services associés. En effet, certains territoires ultra-marins présentent des manques d'infrastructures médicales et médico-sociales. Les taux d'équipements y sont inférieurs à ceux observés dans le reste de la France hexagonale et les disparités territoriales, importantes (Breton *et al.*, 2021). Ce constat est notamment perceptible en ce qui concerne les hébergements collectifs pour personnes âgées. Ils sont en situation de déficit et s'y ajoute un coût important pour une population plus fréquemment précaire (Crouzet, 2022).

Dans leur retour d'expériences, *Reynald Boivin, Tristan Pascart et Erwan Oehler* s'intéressent à une spécificité de la Polynésie française, territoire le plus touché à l'échelle mondiale par la goutte. Partant du constat d'un nécessaire développement de sa prise en charge, les auteurs ont ainsi participé à la mise en œuvre, au sein du Centre hospitalier de Polynésie française, d'un dispositif reposant notamment sur l'éducation thérapeutique du patient (ETP). En procédant ainsi, le dispositif vise à rendre les patients actifs dans leur prise en charge en renforçant leurs connaissances sur la maladie et donc leur autonomie face à elle. Pourtant, malgré cette démarche inclusive, les auteurs font état de résultats intéressants mais mitigés notamment dans l'investissement des patients.

Ainsi, dans les territoires d'Outre-mer, comme ailleurs, la réussite de la prise en charge des patients nécessite la participation de la population cible dans les dispositifs proposés, ce qui nécessite notamment la prise en compte de ses spécificités. Dans leur retour d'expériences, *Stéphanie Malvoisin, Sophie Cesano, Estelle Gastrin et Ferdinand Lauret* montrent ainsi comment, les caractéristiques de santé (comorbidités nombreuses, prévalence importante de maladies chroniques) et les situations de vulnérabilités qui se construisent tout au long du parcours de vie (précarité sociale, perte d'autonomie) doivent être prises en compte dans le dispositif de l'Unité Intersectorielle de GérotoPsychiatrie du CHU Sud Réunion. En prenant en charge non seulement les personnes âgées mais aussi les familles, le travail effectué s'adapte au plus près des spécificités de la prise en charge qui y est effectuée principalement à domicile comme, d'ailleurs, dans d'autres territoires ultramarins (Atger & Bareigts, 2020).

Que ce soit par manque de solutions alternatives ou par volonté, les décès à La Réunion, et dans les DROM plus généralement, se produisent plus fréquemment à domicile qu'en France hexagonale. Dans leur article, *Mélanie Lépori et Sophie Pennec* s'intéressent à cette spécificité et à ses conséquences sur la fin de vie des patients. Si cette dernière pourrait être envisagée comme étant moins médicalisée en se déroulant au domicile et les difficultés liées à ce lieu mieux « maîtrisées » en raison de la forte fréquence du maintien à domicile, les autrices montrent que les caractéristiques de cette étape de la vie et des pathologies associées ne permettent pas d'envisager une absence totale d'aménagements, d'auteurs professionnels voire de séjours hospitaliers. La nécessité d'un accompagnement par d'autres acteurs y apparaît également inévitable et les bouleversements expérimentés nombreux.

Dans les Outre-mer, l'accompagnement des personnes âgées est aujourd'hui encore en grande partie assuré par les membres de la famille malgré d'importantes disparités entre territoires. Au vu des transformations sociodémographiques rapides évoquées précédemment, les solidarités familiales ou les modalités de « faire famille » pourraient être amenées à se transformer (Marie, 2013). Dès lors, le besoin en structure d'hébergements et/ou soins évoqués plus haut comme en services alternatifs d'accompagnement serait également amené à se renforcer, notamment en raison de l'importance des migrations des générations plus jeunes vers d'autres territoires, dont l'hexagone. Ces flux migratoires sortants concernent ainsi plusieurs territoires ultramarins et posent la question des potentielles migrations de retour (Beaugendre *et al.*, 2018). Les personnes âgées peuvent également avoir opéré ce type de migrations plus tôt dans leur cycle de vie et, dans ce cas, ne vivent généralement pas à proximité de leurs enfants qui ne sont pas nécessairement nés sur le territoire (Beaugendre *et al.*, 2016). D'autres situations sont pourtant envisageables comme le retour de ces aidants lorsque l'accompagnement d'un ascendant devient nécessaire (Merla *et al.*, 2020).

Lorsqu'ils s'investissent, les aidants familiaux sont soumis à de fortes tensions et bouleversements de leurs vies. Dans des territoires où l'institutionnalisation des personnes âgées est faible comme c'est le cas en Guadeloupe, leur implication est primordiale malgré les difficultés qu'ils peuvent rencontrer. Dans leur retour d'expérience, *Maude Viens, Jean Sabin et Véronique Provencher* s'intéressent ainsi à la plateforme ANAAÏS mise en œuvre par l'Association Aidons nos Aînés et nos Aidants en Guadeloupe face à la sous-utilisation du droit au répit des aidants sur ce territoire en raison d'un manque de flexibilité. Ils permettent ainsi d'apporter un éclairage sur les usagers et les usages de la plateforme ainsi que ses effets positifs sur le recours à ces services.

Pourtant, dans certains cas, le recours à des solutions alternatives d'hébergement devient nécessaire, notamment lorsque les aidants familiaux se désengagent, et ce, quelle qu'en soit la raison. Certains territoires ultramarins sont alors caractérisés par la présence de familles d'accueil légalement reconnues ou non. Dans leur libre propos, *Denis Boucaud-Maitre, Roxane Villeneuve et Maturin Tabué-Teguo* se saisissent de cette spécificité sur le territoire guadeloupéen en éclairant plus particulièrement les caractéristiques et le rôle de ces familles d'accueil. Une meilleure connaissance de ces dispositifs et de leur fonctionnement permettrait ainsi d'envisager leur développement sur d'autres territoires, notamment hexagonaux, pouvant être confrontés à des enjeux similaires à ceux des Outre-mer, en particulier en termes d'équipements.

Les modalités d'accompagnements dans les Outre-mer enjoignent donc à ne pas éluder les contextes locaux. Dans ce cadre, l'action publique peut être amenée à adapter les mesures politiques proposées afin d'augmenter leur pertinence. Les spécificités des contextes ultramarins doivent donc être prises en compte, principalement dans la manière dont les politiques publiques peuvent être redéfinies en fonction des caractéristiques géographiques, économiques et sociales des populations résidentes comme le montre le lien historique entre territoire et politiques de santé, notamment gérontologiques (Codelfy & Lucas-Gabrielli, 2011). Dans son article, *Myrtille Ferné* retrace justement la genèse des politiques de vieillesse menées en Martinique, oscillant entre

conformité avec le point de vue hexagonal et territorialisation des mesures mises en œuvre. L'autrice montre ainsi comment la spécificité territoriale a pu être invoquée par les acteurs locaux, au-delà de l'adaptation des mesures aux populations, dans une logique d'autonomisation vis-à-vis du « Centre ».

Enfin, deux articles de ce numéro s'attardent sur l'interaction entre les enjeux spécifiques au vieillissement et ceux plus généraux de l'écologie et de la précarité sociale. Les territoires ultramarins, parfois géographiquement très dispersés, sont soumis à de multiples vulnérabilités : territoires enclavés, risques naturels, vulnérabilités socio-économiques, etc., et ce, dans des territoires plus fréquemment précaires. Dans son libre propos, *Barbara Bringuier* s'intéresse à l'interaction entre vieillissement, précarité et isolement social par le prisme de l'action récente de l'association des Petits Frères des Pauvres aux Antilles (Guadeloupe, Martinique, Saint-Martin). Malgré les éléments développés précédemment sur les liens familiaux et la solidarité intergénérationnelle dans les Outre-mer, isolement social et pauvreté y sont, comme ailleurs, liés, induisant un besoin de bénévoles et un changement de regard de la part des populations locales sur les personnes âgées et leurs besoins. Dans leur retour d'expérience, *Anne-Bérénice Simzac* et *Élodie Llobet* interrogent le lien entre vieillissement démographique et changement climatique dans une commune de Guadeloupe. Elles reviennent ainsi sur les actions pouvant être menées dans trois domaines particuliers : l'habitat, la mobilité ainsi que les commerces et services de proximité afin de les adapter aux deux phénomènes et à leurs défis.

Conclusion

Alors que les territoires d'Outre-mer sont caractérisés par un changement rapide des caractéristiques sociodémographiques de leurs populations et soumis à d'autres défis tel que le changement climatique, leur pluralité tend à envisager des réactions différenciées de la part des pouvoirs publics. Les spécificités, notamment relatives au maintien des solidarités intergénérationnelles, pourraient être remises en question, impliquant des mesures visant à pallier les transformations expérimentées sur les territoires et à les adapter. À titre d'exemple, si les migrations ont un rôle dans la structure des populations, en se dirigeant vers des territoires souvent très éloignés – l'hexagone, par exemple –, elles peuvent également avoir un effet sur les familles et leurs possibilités d'organisation et de soutien.

Par ailleurs, avec une offre de soins plus disparate et une forte précarité sociale, les situations de santé et de vieillissement spécifiques, notamment en termes de comorbidités, d'accès aux soins et de distance à l'éducation thérapeutique, expérimentées à l'échelle individuelle viennent questionner la mise en œuvre de politiques publiques dans ces territoires et la nécessité de s'adapter à ces défis ainsi qu'aux particularités culturelles des populations.

On pourra conclure cette présentation par un aspect peu développé dans ce numéro. En étant spatialement délimités, les territoires ultramarins représentent également des espaces propices à l'expérimentation pour les politiques publiques de l'autonomie. Dans le champ du vieillissement, l'innovation est devenue une rhétorique

importante (Farnarier *et al.*, 2022) notamment dans le domaine de la perte d'autonomie. Les Outre-mer pourraient alors permettre l'émergence de solutions transférables vers l'hexagone s'agissant notamment de la prise en charge médicale – que cela concerne la télémédecine pour les zones éloignées et/ou enclavées, les possibilités de maintien des liens sociaux, l'accompagnement de la perte d'autonomie, etc. À ce titre, les conditions dans lesquelles les pouvoirs publics locaux se saisissent de ces dispositifs et la manière dont ils le font constituent une piste riche de travaux dans les Outre-mer.

Références

- Atger, S., & Bareigts, E. (2020). *Le grand âge dans les outre-mer*. Rapport d'information fait au nom de la délégation aux outre-mer, n° 2662. Assemblée nationale. 73 p. https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/rapports/om/l15b2662_rapport-information#
- Beaugendre, C., Breton, D., & Marie, C.-V. (2016). « Faire famille à distance » chez les natifs des Antilles et de la Réunion. *Recherches familiales*, (13), 35-52. <https://doi.org/10.3917/rf.013.0035>
- Beaugendre, C., Breton, D., & Marie, C.-V. (2018). Lieux de vie de la famille et solidarités intergénérationnelles aux Antilles et à La Réunion. Dans C. Imbert, E. Lelievre, & D. Lessault (dir.), *La famille à distance. Mobilités, territoires et liens familiaux* (pp. 237-254). Éditions de l'Ined. <https://books.openedition.org/ined/16033>
- Bodet, C., Mignard, E., & Pasquier J. (2024). En Polynésie française, la population augmente faiblement, de 1 % entre 2017 et 2022. *Insee Première*, (1990), 4 p. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/7938439>
- Breton, D., & Temporal, F. (2019). Décroissance démographique et vieillissement : une exception des Antilles françaises dans l'espace Caraïbes ? *Études caribéennes* [En ligne], 43-44. <https://doi.org/10.4000/etudescaribeennes.16864>
- Breton, D., Temporal, F., Marie, C.-V., & Antoine, R. (2021). Enjeux démographiques et régions d'outre-mer. La Martinique symptomatique du vieillissement et de la dépopulation des Antilles. *Regards*, (59), 25-39. <https://doi.org/10.3917/regar.059.0025>
- Célestine, A., & Roger, A. (2014). L'« outre-mer » à la croisée du national et du local. Construction, évolution et appropriations d'une catégorie sur trois terrains ultramarins. *Terrains & travaux*, (24), 121-142. <https://doi.org/10.3917/tt.024.0121>
- Coldefy, M., & Lucas-Gabrielli, V. (2011). Les territoires de santé : des approches régionales variées de ce nouvel espace de planification. *Pratiques et Organisation des Soins*, (41), 73-80. <https://doi.org/10.3917/pos.411.0073>
- Couleaud, N., Lenseigne, F., & Moreau, G. (Coord.) (2021). *La France et ses territoires*. Insee *Références*. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/5040030>
- Crouzet, M. (2022). *Incapacité et perte d'autonomie des personnes âgées dans les départements d'outre-mer : un enjeu de politique sociale*. [Thèse de doctorat en démographie, Université de Strasbourg]. <https://theses.fr/2022STRAG001>

- Farnarier, C., Haxaire, C., & Moutaud, B. (dir.) (2022). *L'innovation en santé : technologies, organisations, changements*. Presses universitaires de Rennes (Le sens social), 220 p.
- Ferné, M. (2022). Prendre soin à distance : concilier éloignement et devoir filial auprès d'un parent âgé en Martinique. *Enfances Familles Générations* [En ligne], (40). <http://journals.openedition.org/efg/13734>
- Glowczewski, B. (2019). Quels droits pour les outre-mer(s) européens ? *Multitudes*, (74), 99-106. <https://doi.org/10.3917/mult.074.0099>
- Klein, A. (2018). *Vieillesse, innovation et territoire : le cas de l'île de la Réunion*. L'Harmattan (Population), 281 p.
- Lemercier, É., Muni Toke, V., & Palomares, E. (2014). Les Outre-mer français. Regards ethnographiques sur une catégorie politique. *Terrains & travaux*, 24(1), 5-38. <https://doi.org/10.3917/tt.024.0005>
- Leperlier, F. (2023). Forte hausse des décès et baisse des naissances malgré une fécondité toujours élevée. Bilan démographique 2022 et premiers mois 2023 à La Réunion, *Insee Flash Réunion*, (261), 4 p. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/7712110>
- Marie, C-V. (2013). *Les DOM à l'horizon 2030. Entre migrations, vieillissement et précarité : quel projet de société ?* Note de travail pour le Commissariat général à la stratégie et à la prospective, 26 p. <https://www.strategie.gouv.fr/sites/strategie.gouv.fr/files/atoms/files/contribution-fr10a-claude-valentin-marie21.pdf>
- Marie, C-V. (2014). Point de repère – Mutations sociodémographiques dans les Dom : nouvelles sociétés, nouveaux enjeux, nouveaux défis. *Informations sociales*, 6(186), 10-15. <https://doi.org/10.3917/inso.186.0010>
- Merla, L., Kilkey, M., & Baldassar, L. (2020). Examining transnational care circulation trajectories within immobilizing regimes of migration: Implications for proximate care. *Journal of Family Research*, 32(3), 514-536. <https://doi.org/10.20377/jfr-351>
- Rivoilan, P. (2020). La croissance démographique fléchit nettement en Nouvelle-Calédonie entre 2014 et 2019. *Insee Première*, (1823), 4 p. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/4924021>
- Taupe, G. (2023). En 2022, la Martinique devient la région la plus âgée de France. *Insee Flash Martinique*, (189), 4 p. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/7673167>

e-mails auteurs

armelle.klein@inserm.fr
lepori@unistra.fr